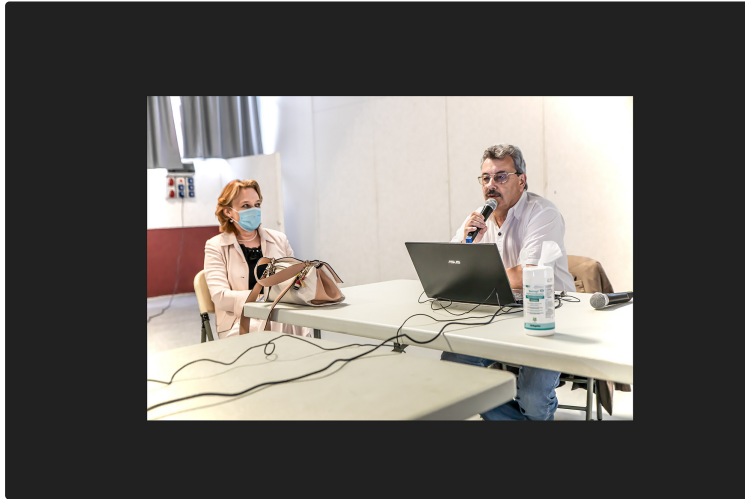


CCAA d'Aignan et Riscle : Michel Petit décrit la charge considérable créée par le covid-19

À l'ordre du jour : les finances et de nombreux autres sujets



CCAA d'Aignan et Riscle : Michel Petit décrit la charge considérable créée par le covid-19

Adapter l'organisation des services de la Communauté de communes Armagnac-Adour (CCAA) pour qu'ils puissent continuer à fonctionner pendant et après le confinement, n'a pas été une mince affaire : cela a nécessité un effort considérable. D'autant plus que les affaires « d'avant » réclamaient aussi des solutions. La réunion du nouveau conseil de la CCAA, le 15 juin 2020, à la halle de Riscle – avec les gestes barrières et la distanciation physique prescrits – a permis de faire le point. Voir aussi la présentation de Riscle par Christophe Terrain (<https://lejournaldugers.fr/article/42965-christophe-terrain-presente-riscle>)

Sur les mesures anti-covid-19

Pendant le confinement, un Plan de continuité d'activité a été mis sur pied d'après les recommandations ministérielles du 21 mars 2020 :

l'accueil des enfants des personnels réquisitionnés (soignants, gendarmes, sapeurs-pompiers) au collège de Riscle , du lundi au vendredi de 7 h 30 à 19 h 30, a mobilisé huit personnes de la CCAA,

l'administration générale : dans les bureaux de Riscle, fonctionnement par roulement de trois personnes (chacune dans un bureau) ; le public n'était pas reçu (sauf urgence avec mesures sanitaires et, à Aignan, sous le porche),

le service technique : à Aignan, bureau non-ouvert au public ; intervention sur appel téléphonique ; les agents d'entretien sont réquisitionnables par le responsable des travaux de voirie.

Après le confinement, un Plan de reprise d'activité a été appliqué. Son but : assurer les mesures essentielles tout en protégeant le personnel. « Ce qui a créé un grand bouleversement » :

désignation d'un « référent gestion de crise » : Christine Boueilh,

préparation à la gestion de crise : assurer la permanence de la fonction de direction (président et directrice générale des services),

gestion de la crise : rédaction des procédures et des fiches de postes (pour les nouvelles tâches), création d'un nouvel emploi du temps tenant compte des risques prévisibles, rédaction d'un protocole de nettoyage des locaux,

vie courante : définir un lieu de restauration pour chaque école, les agents se restaurant à leur poste de travail ; prendre livraison des colis sans faire entrer les livreurs ; en cas de symptôme chez un agent, il reste chez lui ou il revient chez lui et prévient par téléphone ; les réunions non-essentielles annulées ; les agents avec un véhicule gardent toujours le même ; nettoyage et ventilation des locaux tous les soirs et observation de toutes les mesures sanitaires prescrites (chaque agent est muni d'un kit de désinfection pour son matériel et son poste de travail avant et après son repas),

pour les établissements accueillant de jeunes enfants, application de règles de la Protection maternelle et infantile,

ce plan a été communiqué à tous les agents ; il s'adapte aux trois phases du déconfinement : du 11 mai au 1er juin, du 2 au 21 juin et du 22 juin au 12 juillet.

Noter qu'une prime « covid-19 » a été approuvée pour dix agents. Un arrêté en fixera le montant.

État des finances à la suite de la crise sanitaire

Bien que le budget 2020 ne puisse être voté avant juillet, la CCAA a continué à investir :

en dépenses (30,29 % des dépenses de toute l'année 2019) :

d'investissement : 328 171 euros (contre 2 202 577 pour 2019),

2. en recettes (29,81 % des recettes de toute l'année 2019) :

de fonctionnement : 1 724 720 euros (contre 5 123 830 en 2019),

d'investissement : 309 509 euros (contre 1 699 959 en 2019).

Vie économique

Un dispositif dénommé l'Occal, créé par la Région Occitanie, va aider les entreprises en mal de trésorerie à la suite de la crise : la CCAA, la Région, et la Banque des territoires verseront chacune 3 euros par habitant uniquement pour les entreprises du territoire de la CCAA.

Notons que Christophe Terrain, maire de Riscle, veut relancer l'activité du tiers-lieu de Riscle, qui n'a pas fonctionné pendant le confinement.

Autre chose : Christophe Terrain souhaite que les quatre taxes dont les taux sont fixés par la CCAA (taxe d'habitation 16,52 %, taxe sur le foncier bâti 3,33 %, taxe sur le foncier non-bâti 17,33 % et cotisation foncière des entreprises 30,09 %), puissent être augmentées pour permettre d'investir. Mais le conseil les laisse à leur taux de 2019, y compris celle du Sictom Ouest à 12,10 % (qui en décide lui-même).

Deux questions ont déclenché des discussions : l'élagage et l'office de tourisme du Pays du Val d'Adour.

Élagage pour protéger le domaine public

L'assemblée semble unanime pour appliquer la procédure suivante, lorsqu'un riverain du domaine public n'effectue pas d'élagage : envoyer un premier courrier lui demandant d'y procéder. Si l'intéressé ne s'exécute pas, effectuer l'élagage et lui envoyer la facture par courrier. Et s'il ne s'exécute pas, l'assigner en justice.

L'office de tourisme (OT)

Miche Lagarde, nouveau maire d'Aignan, et Philippe Baratault, son prédécesseur, regrettent qu'il n'y ait pas au moins un bureau d'information touristique à Aignan depuis que l'OT de Pays est le seul à subsister pour tout le Val d'Adour : tout est à Marciac. Michel Petit répond que l'OT du Pays est un outil formidable et que ce qui est important, c'est de voir si le nombre de touristes a augmenté depuis cette réorganisation. « C'est avant de venir dans la région que les touristes décident d'y venir ». Les contacts sur place n'apporteraient rien.

Néanmoins, certains regrettent que, au minimum, le site Internet de l'ancien OT d'Aignan n'existe plus : on n'a plus le calendrier des divers événements et manifestations.



2 Le conseil CCAA dans la halle à Riscle 1bis 150620.jpg



Marie-Claire Flogny traite du personnel



Roland Daste parle notamment de l'élagage



Christian Jelonch traite des finances et des taxes